

## SECRETARIAT POLITIQUE

p.B.58.71.Amérique latine - DEJ/LER

Berne, le 13 août 1992

**2e SOMMET IBÉRO-AMÉRICAIN À MADRID**  
**LES VRAIS PROBLÈMES ABSENTS DES DISCUSSIONS**

**1. Introduction**

Les 23 et 24 juillet derniers a eu lieu à Madrid le sommet ibéro-américain auquel participaient dix-neuf chefs d'Etat. Le premier sommet de ce genre a eu lieu en juillet passé à Guadalajara sur l'initiative du Mexique. Signe des temps, si l'année dernière le monde hispanophone et lusophone avait pu se réjouir du retour de la démocratie sur le sous-continent<sup>1</sup>, cette année il n'en a pas été de même. Entre les deux sommets ont eu lieu des atteintes aux règles démocratiques qui ont fait resurgir de vieux démons.

Il y a tout d'abord eu en septembre dernier le coup d'Etat en Haïti, puis la tentative de putsch au Venezuela en février et enfin le coup de force du président Fujimori au Pérou en avril. S'ajoutent à cela de nombreux bruits de bottes de pays qui souffrent d'instabilité politique comme le Brésil, la Bolivie et le Venezuela. S'est ajouté à la dernière minute le cas préoccupant de la Colombie avec l'évasion du trafiquant de drogue Pablo Escobar le 22 juillet. La signature de l'accord de paix concernant le Salvador en janvier dernier a en fait été le seul élément politique positif enregistré ces derniers mois.

Fidel Castro qui passait pour le mauvais élève en juillet dernier était cette fois moins isolé à Madrid. Il a même pu se payer le luxe de jouer le rôle du visionnaire qui avait tout prévu. En effet, Castro a, à de nombreuses reprises, averti ses collègues latino-américains contre les dangers du néolibéralisme. Les problèmes rencontrés par le Venezuela, le Brésil, l'Uruguay et même l'Argentine viennent à points nommés pour justifier les dires du dirigeant cubain.

Les organisateurs de ce sommet ont voulu faire en sorte que cette réunion n'ait pas uniquement un caractère politique mais également économique et culturel. Pour ces deux derniers domaines, il a été proposé aux participants une série de sept projets concrets (qui concernent essentiellement les domaines des médias, l'éducation et la science).

La situation politique de quatre pays retiennent actuellement l'attention : les incertitudes liées à un retour de la légalité au Pérou, la forteresse cubaine, l'instabilité vénézuélienne et enfin le défi lancé par Pablo Escobar à l'Etat colombien. Cependant, les chefs d'Etat ne sont pas rentrés dans les détails et se sont contentés de déclarations générales. Il a été décidé tacitement de ne pas parler des absents<sup>2</sup> et d'oeuvrer en faveur d'un rapprochement culturel afin d'éviter les affrontements idéologiques.

<sup>1</sup> Retour de la démocratie dans la plupart des pays au début des années quatre-vingt et plus récemment au Chili et Panama en 1989, au Nicaragua en 1990 et en Haïti en 1991.

<sup>2</sup> Les présidents péruviens, vénézuéliens et colombiens ne se sont pas rendus à Madrid.



## **2. Pérou : le temps ne semble pas jouer en faveur du président Fujimori**

Ce qui s'est passé au Pérou avec le coup de force du président Fujimori n'est pas ordinaire. Il ne s'agit pas d'un coup d'Etat classique organisé par une caste politique visant à protéger ses propres intérêts. Il s'agit d'une initiative prise par un élu du peuple, approuvée par la majorité de la population visant à rendre le pays gouvernable. Nombreux sont ceux qui partageant l'appréciation selon laquelle le pays était devenu ingouvernable et que le pouvoir, en décidant d'interrompre le processus démocratique, n'a pas choisi la fuite en avant mais au contraire pris la seule décision qui permette au pays de retrouver des structures gouvernementales.

Cependant, trois mois après le coup de force, il appartient que le Pérou s'est installé dans le dictature. La décision du président de suspendre les élections municipales prévues en novembre a contribué à diminuer sa popularité bien que les élections pour une Assemblée constituante aient été confirmées pour le mois de novembre. De plus, la situation financière du pays est critique car le Pérou est toujours mis au ban de la communauté financière internationale.

## **3. Cuba : Castro à la recherche d'un second souffle**

La forteresse cubaine tient bon. Bien qu'elle ait perdu son principal allié, première source d'approvisionnement en énergie, La Havane ne donne aucun souffle d'épuisement. Les amendements constitutionnels adoptés le 12 juillet par l'Assemblée nationale cubaine ne vont pas dans le sens d'une ouverture politique. Ce lifting a été pratiqué pour accroître encore les pouvoirs de Fidel Castro (il a à présent le pouvoir de décréter l'état d'urgence), apporter certaines modifications électorales (les Cubains se voient accorder le droit d'élire au suffrage universel direct et secret les députés aux assemblées régionales et à l'Assemblée nationale) et faire disparaître les références aux liens fraternels avec feu l'URSS. Il n'est pas question de perestroïka. Le parti unique est maintenu même s'il n'est plus "l'avant-garde marxiste - léniniste" des travailleurs.

En revanche, ce statu quo politique contraste avec la volonté d'ouverture économique selon le modèle chinois. Cuba peut compter sur l'appui de l'Iran et de la Chine et espérer que ses relations avec le grand voisin américain s'amélioreront une fois la période électorale terminée. Certains vont même jusqu'à envisager une normalisation prochaine des relations entre la Havane et Washington qui mettraient fin à trente ans d'embargo américain.

Fidel Castro, a profité du sommet de Madrid pour réactiver les batteries cubaines grâce à son sens personnel de la communication politique. Cela avait déjà été le cas l'année passée au Mexique où, au lieu de passer pour le mauvais élève de la démocratie, il avait réussi à apparaître comme le politicien en vue du sommet.

#### 4. Venezuela : rumeurs de putsch dans un pays aux abois

Le Venezuela, jusqu'à il y a encore peu de temps, passait pour un modèle de stabilité en Amérique latine. Ses structures démocratiques fonctionnaient sans raté notable depuis trente-quatre ans avant que n'ait lieu la tentative de coup d'Etat du 4 février dernier.

La politique économique néo-libérale pratiquée depuis le début du second mandat du Président Perez en 1989 était ainsi désavouée pour une partie de l'armée. La politique économique suivie depuis trois ans par le gouvernement a pourtant porté ses fruits (réduction de l'inflation, hausse de réserves en devises, afflux d'investissements étrangers, forte croissance) au point de faire pâlir d'envie les voisins du Venezuela. Mais le coût social du plan de réajustement est tel que cela a entraîné de nombreux débordements sociaux. Le fait que le putsch du 4 février ait été organisé par de jeunes officiers souvent issus de milieux simples n'est pas un hasard. Cela indique l'importance du malaise social actuel.

Le commandement militaire, même s'il a désavoué cette tentative de coup d'Etat, n'en a pas moins profité pour accroître son pouvoir. Les militaires interviennent de plus en plus dans la vie politique du pays. Pour la première fois, le poste clé du ministre des Affaires étrangères a été confié le 12 juin à un officier, le général Ochoa, déjà ministre de la défense.

Mais ce qui reste le plus inquiétant est sans doute l'absence totale de mobilisation populaire en vue d'une défense active des institutions démocratiques. Alors que la communauté internationale a été unanime pour condamner le coup d'Etat du 4 février, la population vénézuélienne montre une sympathie discrète vis-à-vis des putschistes.

#### 5. Colombie : défi lancé au pouvoir politique

A la veille du sommet de Madrid, l'évasion de Pablo Escobar a secoué toute la Colombie. Le président Gaviria a dû annuler sa participation au sommet en toute dernière minute. Lui qui avait accepté l'an passé pratiquement toutes les conditions posées par Escobar pour qu'il accepte de se livrer à la justice<sup>3</sup> se retrouve maintenant à la case départ et se voit contraint de renégocier avec la chef du cartel de Medellin. Le pouvoir du cartel est grandissant alors que les structures politiques colombiennes sont toujours plus fragiles. Ces événements renforcent l'affirmation américaine selon laquelle les pays du sous-continent ne sont pas capables, non seulement de juger les trafiquants, mais également de les garder dans des prisons même si elles sont de haute sécurité.

#### 6. Conclusion

Cette rencontre de Madrid a eu un double côté symbolique. Elle doit être comprise tout d'abord comme un acte de la commémoration du 500e anniversaire de la rencontre de deux mondes mais également comme la volonté des pays ibéro-américains de mettre en évidence leurs points communs. L'approbation de quatre projets centrés sur l'éducation et

---

<sup>3</sup> Prison particulière, gardiens choisis, promesses de non-extradition

la formation montre la volonté de développer les échanges entre pays de même culture.

Ce sommet a donc eu à l'évidence plus un aspect culturel que politique. Cependant, grâce aux différentes prises de position, cette rencontre a tout de même offert un baromètre de la situation politique des pays et des relations entre Etats. Les derniers bouleversements politiques étaient dans toutes les mémoires même si l'ambiance feutrée du sommet pouvait donner l'impression du contraire.

On peut cependant conclure que ce sommet est resté comme celui de Guadalajara l'an passé au niveau des déclarations de bonnes intentions. Les principes de souveraineté et de non-ingérence tout comme le respect des droits de l'homme et des règles démocratiques ont été mis en avant à plusieurs reprises, ce qui dans les circonstances actuelles sont des valeurs qui prennent toutes leurs significations.